

CONSULTATION PUBLIQUE PORTANT SUR :

Analyse des marchés pertinents du Haut et Très Haut Débit

**Soumission de la société Altitude
Infrastructure**



Date limite de
Septembre 2010

remise : 30

Destinataire :

Autorité de régulation des communications électroniques et des postes

Soumissionnaire : ALTITUDE INFRASTRUCTURE

Adresse : 9200 Voie des Clouets, 27100 VAL DE REUIL

Contact : Simon LANCELEVEE

Coordonnées : simon.lancelevee@altitudeinfra.fr , 02.76.46.30.25

Document non confidentiel, pouvant être diffusé par l'ARCEP

Avant Propos

Altitude Infrastructure, opérateur d'opérateurs et spécialiste de l'aménagement numérique du territoire, gère actuellement 17 réseaux d'initiatives publiques et entend se concentrer sur les territoires jusqu'ici délaissés par les initiatives privées. Pour cela, Altitude Infrastructure accompagne les collectivités territoriales, depuis la conception des architectures techniques jusqu'à leurs commercialisations, et se base sur des solutions pragmatiques, permettant de répondre au mieux aux besoins des territoires.

Dans ce cadre, Altitude Infrastructure est particulièrement attentif aux sujets touchant à la définition des marchés pertinents et à leur mode de régulation. En effet, cela a un double impact sur son activité :

- En tant que concepteur et constructeur d'infrastructures, nous sommes amenés à faire appel à des prestations soumises à obligation de l'Autorité et jugeons qu'une régulation efficace de l'accès (sous ses diverses formes) au patrimoine des opérateurs exerçant une influence significative constitue un élément essentiel dans l'atteinte d'un objectif d'aménagement équilibré des territoires
- En tant qu'opérateurs d'infrastructures de télécommunications, nous sommes particulièrement vigilants à la préservation d'un climat concurrentiel sur le marché de gros et veillons, par nos actions aux côtés des collectivités, à fournir des conditions d'accès aux opérateurs, donc aux clients finaux, les plus uniformes possibles vis-à-vis standards définis par les opérateurs exerçant une influence significative.

Dans ce sens, Altitude Infrastructure a souhaité contribuer à cette consultation et remercie l'ARCEP du travail d'analyse effectué.

Marché de gros des offres d'accès aux infrastructures physiques constitutives de la boucle locale filaire (Marché n°4)

P67 : Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur l'inclusion des offres fondées sur les appuis aériens dans la définition du marché pertinent. Ils préciseront, le cas échéant, sur quels fondements ils estimeraient pertinent d'inclure ou d'exclure tout ou partie de ces offres.

Nous exprimons ici, comme cela a déjà été le cas à diverses occasions, notre volonté de voir réguler l'accès aux emprises aériennes de l'opérateur historique. En effet, nous estimons que cela à une réelle pertinence pour favoriser le déploiement du Très Haut Débit en zones moins denses, dans un souci de qualité technique et d'optimisation économique. Suite à la prise de décision concernant l'accès au Génie Civil de boucle locale en conduite, une décision

sur ce sujet permettrait de bénéficier de l'ensemble des moyens nécessaires à la planification des actions, et serait gage de complémentarité et de continuité dans les déploiements.

P73 : Les acteurs sont invités à formuler des observations sur la délimitation retenue du marché pertinent

Nous sommes en accord avec le découpage proposé.

P78 : Les acteurs sont invités à formuler leurs observations sur l'analyse menée par l'Autorité et la désignation de France Télécom comme opérateur exerçant une influence significative sur ce marché.

Nous sommes en accord avec l'analyse de l'Autorité. Cependant, nous souhaitons qu'à ce même titre, une attention particulière soit portée au statut de France Télécom dans le cadre des procédures d'attribution de Réseaux d'Initiative Publique, notamment concernant les potentielles distorsions de concurrence liées aux conditions appliquées aux différents acteurs tiers pour l'accès aux offres régulées vis-à-vis des conditions d'accès à ses propres offres dont bénéficie France Télécom en tant qu'opérateur exerçant une influence significative.

P85 : L'Autorité invite les acteurs à lui faire de leurs observations relatives aux évolutions décrites en matière d'accès à la sous-boucle. En particulier, l'Autorité invite les acteurs à faire des propositions concernant la priorisation des commandes de raccordement à la sous-boucle.

Altitude Infrastructure est particulièrement en attente d'une prise de décision concernant l'offre de Montée en Débit. Dans ce cadre, nous jugeons l'actuelle offre de PRP insuffisante, celle-ci limitant fortement les possibilités d'intervention des petits opérateurs.

Concernant la priorisation des commandes, nous souhaitons simplement que des moyens soient mis en place afin que l'opérateur historique soit traité au même titre que les opérateurs tiers.

P87 : L'Autorité invite les acteurs à commenter le processus de migration des accès lors d'un projet de montée en débit via l'accès à la sous-boucle en mono-injection, en complétant si besoin les situations de migrations identifiées ci-dessus et en proposant les éventuelles règles et processus de migration pouvant répondre au besoins d'efficacité, de simplicité et de fluidité des opérateurs alternatifs.

En tant qu'opérateur d'infrastructures, Altitude Infrastructure estime que si les principaux FAI nationaux parviennent à se mettre en accord sur ce sujet grâce aux échanges menés à l'ARCEP, les nouvelles dispositions conviendront. En effet, du fait de l'historique lié à leur implantation de longue durée sur les technologies DSL, nous estimons que ces acteurs bénéficient du recul nécessaire pour définir un mode de fonctionnement pragmatique.

P89 : L'Autorité invite les acteurs à commenter son analyse en ce qui concerne l'hébergement à la boucle locale et à la sous-boucle locale et à détailler les mesures qui pourraient être prises pour rendre possible et rentable l'hébergement sur les très petits sites.

A ce sujet, nous estimons que la possibilité de proposer des offres packagées (collecte + hébergement), basées sur des tarifs calculés au prorata du nombre de clients commercialisés, peut être une bonne piste de réflexion.

Dans ce cadre, une attention particulière devra être portée à la prise en compte des réseaux d'initiative publique et au respect des déploiements déjà réalisés dans ce cadre. En effet les RIP sont réalisés suite à un constat de carence, une fois ces derniers en place, les évolutions a posteriori des offres concurrentes de l'opérateur historique sont susceptibles de déséquilibrer fortement l'économie de ces projets.

P92 : L'Autorité invite les acteurs d'une part à commenter son analyse sur le bien fondé d'une obligation de résultat portant sur l'offre LFO pour le raccordement des NRA au potentiel avéré de dégroupage, et, d'autre part, à lui faire part d'éventuelles propositions d'évolutions.

Nous sommes en accord avec le principe d'instaurer une obligation de résultat. Cependant, et compte tenu de la densité des réseaux déployés dans ce cadre, nous jugeons qu'il est indispensable de prendre en compte l'existence des RIP dans cette obligation de résultat. En ce sens, nous estimons qu'un répartiteur ne peut pas devenir éligible LFO après avoir été rendu éligible à des offres proposées dans le cadre de RIP.

En effet, ce type de disposition serait susceptible de modifier le contexte concurrentiel à posteriori du déploiement des réseaux, et pourrait avoir comme conséquences de bouleverser l'économie générale de l'économie des projets d'aménagement numérique.

P94 : L'Autorité invite les acteurs à lui faire de leurs observations relatives à une obligation d'accès portant désormais sur le raccordement en dégroupage des éléments de réseaux distants.

Dans le cadre de l'évolution du marché vers la montée des débits de desserte et vers la généralisation du Très Haut Débit, nous sommes favorables à une telle obligation. Par exemple, nous estimons qu'il est nécessaire de mettre en œuvre des offres alternatives à l'offre CN2 qui dans l'état actuel ne permet aucune perspective de rentabilité lorsqu'elle est utilisée pour la collecte d'équipements d'émission radio ; la mise en place de solution d'accès à des offres dégroupées pourrait constituer une bonne alternative dans les cas où les débits que cela permet d'atteindre sont suffisants.

Dans ce cadre, pourrait aussi être étudié la possibilité d'étendre l'offre AIRCOM aux stations de base wifi et wimax dans le cadre de l'aménagement des territoires.

P94 : Plus globalement, les acteurs sont invités à faire part à l'Autorité de leurs observations sur la pertinence et le caractère proportionné des obligations imposées à France Télécom en matière de dégroupage de la boucle locale cuivre.

Aucune remarque spécifique, si ce n'est notre volonté de voir porter par l'autorité une attention particulière concernant le respect de la cohabitation avec les RIP déployés sur le territoire.

P97 : Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur le périmètre des infrastructures de génie civil concernées par l'obligation d'accès et notamment sur les appuis aériens. Concernant ces derniers l'Autorité souhaite notamment recueillir les analyses des acteurs quant aux modalités qui permettraient d'étendre l'obligation d'accès portant sur France Télécom aux appuis communs, dont France Télécom n'est pas propriétaire, accueillant à la fois les réseaux de distribution électrique et les réseaux de boucle locale cuivre de France Télécom.

Dans les faits, l'accès à ces appuis communs est déjà réalisable. Cependant, en phase de conception de réseau, les acteurs sont confrontés à des problématiques d'ordre administratif et lié à l'accès aux informations. Dans ce sens, nous pensons qu'une éventuelle décision sur ce thème devra intégrer la mise en place d'une interface informatique centralisée et commune permettant d'offrir de la visibilité quant à la faisabilité de ces déploiements et concernant les conditions technico-économiques s'y afférant.

Le fait d'appliquer une régulation au patrimoine aérien de France Télécom permettra de servir de base à une discussion plus large avec l'ensemble des gestionnaires d'infrastructures. La mutualisation des emprises aériennes étant incontournable pour les futurs déploiements, l'extension à terme de ces obligations à l'ensemble des gestionnaires de supports paraît donc incontournable.

De manière récurrente, cette problématique pose la question de l'accès aux informations concernant les patrimoines mobilisables et l'engagement économique que la réalisation d'études engendre, ce qui limitent l'optimisation des investissements réalisés dans le Très Haut Débit.

P99 : Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur l'évolution des principes relatifs aux règles d'ingénierie et de désaturation tels que décrits ci-dessus.

Nous sommes favorables à une clarification des processus de désaturation des réseaux de Génie Civil. Ainsi, nous suggérons un partage des coûts lissés entre les différents acteurs et sur l'ensemble du patrimoine global de génie civil, afin de ne pas faire peser les éventuels coûts engendrés sur un acteur et une zone du territoire donnée. Sans cela, les opérations de désaturation se feraient au détriment des administrés potentiellement desservis via ces tronçons. Il s'agit là de lisser dans les tarifs d'accès appliqués une quote-part liée à la désaturation globale des réseaux.

P102 : L'Autorité invite les acteurs à lui faire part de leurs observations relatives à une telle obligation d'accès portant sur le raccordement des éléments de réseaux distants via les offres d'accès aux infrastructures de génie civil de France Télécom.

Altitude Infrastructure est favorable à la mise en œuvre d'une telle obligation, et suggère de calquer le modèle appliqué au mode de fonctionnement du projet de décision lié aux modalités d'accès au patrimoine de Génie Civil en conduite de l'opérateur historique pour le déploiement de réseau FTTH, c'est-à-dire en dissociant zones denses et peu denses.

Une telle offre serait notamment bénéfique pour l'augmentation des débits disponibles via les différentes technologies de couverture hertzienne (Wifi, WiMAX, LTE...), ce qui permettrait une meilleure montée en débit via ces technologies, comme cela est stipulé dans le rapport de l'Arcep au parlement publié le 29 Septembre.

P102 : Plus globalement, les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la pertinence et le caractère proportionné de l'ensemble des obligations imposées à France Télécom en matière d'accès à ses infrastructures de génie civil.

En pleine période de réflexion sur le Très Haut Débit, il apparaît évident que plus les différents acteurs auront accès aux différentes infrastructures de l'opérateur historique, plus les projets de déploiements seront optimisés et donc conséquents. Cette question est au cœur de l'aménagement de nos territoires et constitue un enjeu majeur dans la généralisation des réseaux d'accès à très Haut Débit sur le territoire national.

Dans ce cadre, il est notamment utile de fluidifier le plus possible les processus d'études et d'accès aux informations, afin de ne pas constituer de barrières à l'entrée qui anéantiraient de nombreux projets de déploiement.

P105 : Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la pertinence et le caractère proportionné de l'ensemble des obligations imposées à France Télécom au titre de la non-discrimination.

Altitude Infrastructure cautionne naturellement le process de régulation global imposé à l'opérateur historique du fait de sa position sur le marché national.

Parallèlement, nous tenons à faire remarquer que nous constatons quotidiennement dans le cadre de nos activités (marché des réseaux d'initiatives publiques) des phénomènes d'inégalité de traitement entre l'opérateur historique et les autres acteurs de ce marché, et que les obligations imposées à France Télécom doivent encore plus permettre une équité totale entre les différents acteurs.

P109 : Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la pertinence et le caractère proportionné de l'ensemble des obligations imposées à France Télécom au titre de la transparence.

Concernant ce point, Altitude émet 2 réserves principales :

- Concernant le préavis en cas de modification de l'offre, en dehors des cas liés à une baisse des tarifs, un délai de 3 mois semble court et crée une instabilité quant à la planification des projets. Dans ce sens, nous sollicitons un allongement de ce délai à 6 mois ;
- Concernant l'accès aux informations liées au patrimoine de France Télécom, nous souhaiterions pouvoir accéder à un premier niveau d'informations accessibles quasi instantanément et gratuitement, qui offre une visibilité suffisante pour déterminer la pertinence de solliciter des informations plus précises et importantes.

P111 : Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la pertinence et le caractère proportionné de l'ensemble des obligations imposées à France Télécom en termes de qualité de service.

Nous sommes en accord avec les dispositions prises par l'ARCEP en ce sens.

P115 : Les acteurs sont invités à commenter l'analyse de l'Autorité conduisant à ne pas imposer à ce stade à France Télécom d'obligation d'accès à son réseau de boucle locale en fibre optique.

Concernant cet aspect, nous appelons à la vigilance quant à l'avantage concurrentiel que peut constituer ce patrimoine optique non soumis à obligation dans le cadre des procédures d'attribution de RIP.

Marché de gros des offres d'accès haut débit et très haut débit activées livrées au niveau infranational (Marché n°5)

P125 : Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur l'exclusion des offres fondées sur le câble et l'inclusion des offres fondées sur la fibre optique du marché. Ils préciseront, le cas échéant, sur quels fondements ils estimeraient pertinent d'inclure ou d'exclure tout ou partie de ces offres.

Nous estimons cependant que le contexte est susceptible d'évoluer rapidement sur ce point. En effet, le fort développement des réseaux optiques devrait engendrer à court terme la constitution de nouveaux réseaux de collecte, et en ce sens permettre de créer des points de livraison potentiels pour les réseaux câblés.

Les technologies sur câble (FTTLA notamment) ayant d'ores et déjà montré leur pertinence dans le cadre de l'évolution vers des services à Très Haut Débit, la question de l'influence significative du câble sur le marché naissant du Très Haut Débit aux particuliers devra donc être réétudiée prochainement. En effet, à échelle de la consultation (3 ans), les réseaux câblés constitueront une partie très importante du parc total français (comme le clame Numéricâble lui-même), et à ce titre doivent être considérés comme significatifs sur le marché français.

P131 : Les acteurs sont invités à formuler des observations sur la délimitation retenue du marché pertinent.

Altitude Infrastructure est d'accord avec le périmètre retenu par l'Autorité pour la définition du marché pertinent, à l'exception de la remarque émise ci-dessus.

P136 : Les acteurs sont invités à formuler leurs observations sur l'analyse menée par l'Autorité et la désignation de France Télécom comme opérateur exerçant une influence significative sur ce marché.

Nous sommes en accord avec cette analyse.

P145 : Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la pertinence et le caractère proportionné de l'imposition à France Télécom de fournir ses offres d'accès haut débit activées en ATM aux deux niveaux régional et départemental, en IP et en Ethernet au niveau régional uniquement.

Nous n'avons pas de remarques à émettre à ce sujet.

P156 : Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la proposition de l'Autorité de ne pas imposer, à ce stade, à France Télécom d'obligations d'accès pour les offres de gros d'accès activées sur fibre livrées au niveau infranational.

Nous sommes en accord avec cette décision. Mais cependant, France Télécom bénéficiant d'infrastructures propres pour le déploiement de réseaux Très Haut Débit, il y a fort à parier qu'en zones moins denses, ils seront en avance sur les autres acteurs dans de très nombreux cas. Lorsque ce phénomène pourra être caractérisé, nous pensons qu'une régulation devra s'imposer au niveau des services afin de garantir la concurrence, au profit des opérateurs tiers comme des clients finaux.

P167 : Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la pertinence de ne plus retenir le principe de non-éviction par rapport au dégroupage mais de retenir uniquement le principe de l'orientation vers les coûts comme obligation tarifaire imposée à France Télécom pour ses offres de gros d'accès haut débit activées livrées au niveau infranational.

Globalement, et dans la continuité de la politique volontariste des pouvoirs publics pour encourager l'essor du Très Haut Débit, nous souhaitons simplement nous assurer que les futures évolutions sur la régulation du dégroupage ne nuisent pas, par aubaine économique, au déploiement du Très Haut Débit, en zones peu denses notamment. Ainsi, il faut veiller à faire des arbitrages permettant de préserver les intérêts pour les opérateurs d'un déploiement optique vis-à-vis des technologies DSL, tant sur le plan technique qu'économique.